

De la résilience comme un moyen de survie

Face à la pandémie, les artistes du monde arabe continuent à subir la mauvaise gouvernance de leurs États. Le virus n'a fait qu'exacerber une situation déjà déplorable.

Lilia Weslaty

Depuis plus d'un an, la pandémie de la Covid-19 bouleverse le monde entier, notamment le secteur culturel et la vie des artistes. Le virus s'est installé et a chamboulé le cours du quotidien de chacun. L'espace dans lequel on pouvait se déplacer s'est soudainement réduit, suite aux restrictions de mouvements imposées par les États. Souffrant depuis longtemps de graves problèmes d'infrastructure, de manque de matériels et de politique sanitaire publique, la plupart des pays arabes n'avaient que le choix du confinement des populations pour limiter la propagation du virus et de facto la saturation des hôpitaux.

Dans ce contexte inédit, les exceptions faites à certains commerces dits « essentiels » pour continuer leurs activités ont posé une réelle problématique relative à notre perception des arts, relégués au rang d'activités « non essentielles ». Les artistes, notamment dans la région MENA (Moyen-Orient Nord Afrique), ont vécu la même frustration éprouvée ailleurs suite à cette perte de liberté, une frustration d'autant plus grande puisqu'en équipements et en soins, les systèmes de santé publique dans la plupart de ces pays sont déjà assez défaillants.

Comme partout ailleurs, les spectacles, expositions, concerts ne cessent d'être reportés, laissant place à un attentisme pesant. Les conséquences de cette situation critique continuent d'affecter beaucoup d'artistes, particulièrement au niveau économique. Certains se reposent alors sur le soutien de la famille, d'autres recourent à l'emprunt, d'autres aussi tentent d'utiliser internet pour commercialiser leurs créations, s'emparant des nouvelles technologies et des réseaux sociaux pour partager avec leur public. Avançant dans l'incertitude, l'annonce des premiers vaccins a cependant redonné espoir pour un retour probable et proche à la « vie normale » d'avant la Covid-19.

En Tunisie, le ministre de la Culture refuse la suspension des activités culturelles

La pandémie de la Covid 19 a affecté en premier lieu la liberté de mouvement de l'artiste et en second lieu, son rapport avec son public. Suite aux confinements et couvre-feux qui se poursuivent depuis

un an, les possibilités de rassemblement ont été réduites à néant. Du jour au lendemain, les manifestations culturelles ont été suspendues dans tous les pays arabes.

En Tunisie, le 5 octobre 2020, le ministre de la Culture, Walid Zidi, est limogé. Pour cause, ce dernier s'est franchement opposé à la décision du chef de gouvernement, Kaïs Saïed, concernant l'interdiction de tout rassemblement et manifestation culturelle pour cause de Covid-19. D'après lui, « les artistes ont travaillé pendant des mois pour leurs spectacles, ils respectent parfaitement le protocole sanitaire et on ne peut interdire leurs activités ».

D'ailleurs, des dispositions ont été mises en place en concertation avec la commission scientifique de lutte contre la Covid-19, affirme M. Zidi. Pour le ministre sortant, le gouvernement n'est ni à l'écoute des artistes ni des acteurs du secteur en général et ne prend pas en compte l'avis de la commission.

La réaction du milieu artistique a été mitigée, entre d'un côté ceux qui étaient favorables à la décision gouvernementale et, de l'autre côté, ceux qui étaient pour la poursuite des activités. Des manifestations ont été organisées par le syndicat des musiciens, entre autres, à la place du gouvernement à la Kasbah de Tunis, pour contester le couvre-feu imposé. Un hashtag a été aussi créé #Sayeb_Ellil (« Laissez-nous travailler la nuit »). D'après le syndicat, « cette décision ne prend pas en compte la situation économique précaire des agents du secteur ».

Face à la pandémie, la résilience

A lors que le monde tourne au ralenti, pour l'artiste tunisienne Sana Tamzini, également chercheuse universitaire spécialiste de la gestion des projets de coopération culturelle, une conviction s'est érigée en évidence : « il ne fallait pas s'arrêter », nous confie-t-elle, en poursuivant « les reports et les annulations voire l'impossibilité de mener les projets en cours ne peuvent être des motifs suffisants pour se mettre au rythme de la pandémie ou à l'arrêt. N'est-ce pas à l'artiste de créer des chemins nouveaux en temps de crise ? »

Profitant du confinement, elle s'est investie à finir sa thèse « Design des politiques culturelles et pratique du



Des artistes et travailleurs culturels observent un sit-in devant l'opéra de Tunis pour revendiquer la poursuite des activités culturelles et artistiques, à l'arrêt en raison de la crise sanitaire. Tunis, octobre 2020./FETHI BELAID/AFP VIA GETTY IMAGES

patrimoine local ». Pour survivre, elle travaille comme professeur, car l'art ne lui rapporte pas d'argent. Ses projets sont donc souvent autofinancés. Selon Mme Tamzini, avec ou sans la Covid, « l'administration n'est en lien ni avec les experts culturels, ni avec les artistes, ni avec les chercheurs et encore moins avec les citoyens ». Pourtant, des aides financières ont été distribuées, mais elles ont été jugées insuffisantes couvrant les mois de mars, avril et mai 2020. L'État tunisien est en effet, lourdement endetté (la dette extérieure brute a dépassé 100 % du PIB) et ne peut aider concrètement le secteur en crise.

D'après Mme Tamzini, la pandémie a mis à nu non seulement la précarité du système de santé en Tunisie, mais aussi celui du secteur culturel, conséquences logiques de décennies d'autoritarisme, de corruption et de mauvaise gouvernance.

Habitée à coopérer avec d'autres artistes du monde arabe, elle a loué la réactivité des Emirats arabes unis pour le traitement de la crise. Organisateur de l'Exposition Universelle qui devait se tenir du 20 octobre 2020 au 10 avril 2021, Dubaï a dû reporter l'événement à 2022.

Pour endiguer la propagation de la pandémie, la ville a mis en place un confinement strict lors de la première vague. Depuis le début du mois de février dernier, une

restriction de 30 % a été imposée également aux hôtels et aux clubs de plage. Quant aux autres lieux comme les théâtres et les cinémas, la consigne a été de poursuivre leurs activités mais à 50 % de leur capacité. En outre, les EAU ont enregistré l'un des plus forts taux de vaccination du monde, avec plus de quatre millions de doses administrées sur une population totale de 10 millions.

Des stars des Emirats ont ainsi contribué à l'effort national pour la prévention. Sur leurs réseaux sociaux, ils ont appelé le public à se faire vacciner. L'actrice émiratie Ahlam a été la première à se porter volontaire pour la vaccination, suivie par les chanteurs Hussein al Jismi et Fayez al Saeed, qui ont remercié via Instagram le gouverneur de leur cité et l'Autorité médicale de Dubaï.

Recours à l'alternative numérique pour dépasser les restrictions

L'alternative au numérique pour survivre à la pandémie a été la solution par excellence pour beaucoup d'artistes du monde arabe. Pour la directrice Selma Ferriani, les ventes des œuvres exposées dans sa galerie, dans la banlieue chic de Tunis à Sidi Bousaid, ont baissé de 50 %. Exposer via internet est devenu, par

conséquent, une solution primordiale pour sauver l'activité de sa galerie et soutenir les peintres.

D'autres artistes tels que les rappeurs, déjà habitués à ce mode de travail, ont poursuivi leurs projets en utilisant notamment la plateforme de YouTube. Rémunérés en nombre de vues, ils sembleraient s'en sortir mieux que d'autres. D'ailleurs, au top des tendances en Tunisie, le rappeur Sanfara a été classé premier en pleine pandémie, chose qui confirme le rôle prépondérant de ces nouveaux canaux de liens entre l'artiste et son public.

Au Maroc, où le couvre-feu ne cesse d'être prolongé, la situation est d'autant plus préoccupante à cause de la précarité sociale d'avant Covid-19. Dans une déclaration publique au début de l'année 2021, le président de l'Union marocaine des arts dramatiques, Abdelkebir Rgagna, a lancé une alerte quant au « danger et l'impact négatif sur la psychologie et des artistes et des citoyens en général ». Sans protection sociale, sans revenus fixes, livrés à eux-mêmes, pour les professionnels du théâtre, il n'est même pas question donc de recourir aux plateformes digitales qui substitueraient les théâtres, car il s'agit « d'un art vivant ».

Par ailleurs, pour d'autres artistes marocains comme le réalisateur Saad Chraïbi, cette période de réclusion est une aubaine pour écrire. « Cette période de confinement m'a permis de prendre le temps de réfléchir et d'écrire mon scénario », affirme-t-il.

Le Liban, un pays aux abois

Poussés à la résilience, les artistes arabes, surtout ceux dont le pays subit de profonds changements politiques suite à la vague des révoltes depuis 2011, tentent tant bien que mal de survivre. Par contre, pour le Liban, l'année 2020 a été la pire. Crises financière, politique, sociale, économique et désormais sanitaire, s'accumulent six mois après les deux explosions destructrices du 4 août 2020 au port de Beyrouth qui ont fait 207 morts, plus de 6 500 blessés et contraint 300 000 personnes à devoir quitter leurs foyers. Selon l'Organisation des Nations unies, la moitié des Libanais ont basculé sous le seuil de pauvreté.

« Le pays agonise » déplore Mansour Aziz, un activiste culturel qui avait son petit restaurant dans le quartier d'El Hamra, dans la capitale Beyrouth. Habitué à faire de son commerce un lieu de rencontres « underground » pour les musiciens et les nouveaux bands, aujourd'hui, il ne pense qu'à émigrer en Tunisie ou ailleurs, où il pourrait survivre. Vivre au Liban est devenu « impossible » nous affirme-t-il. Les coupures d'électricité sont devenues encore plus récurrentes, les banques sont incapables de pourvoir en liquidité ses clients et les hôpitaux saturent face au nombre croissant de contaminés.

D'après l'université John Hopkins, « le Liban est devenu le troisième pays du monde en matière de contamination pour un million de personnes. Plus de 5 000 nouveaux cas en moyenne sont enregistrés par jour pour une population qui ne dépasse pas les six millions d'ha-

bitants ». Pourtant, un homme, autoproclamé « Capitaine Tony Kattoura » a trouvé le moyen de faire de son art une évasion pour la joie, au profit des Libanais. Sa chanson « Chaude, chaude, ce soir, la fête est chaude » outre ses performances filmées – devenues une bouffée d'air frais pour alléger l'ambiance morose – a été massivement partagée sur les réseaux sociaux.

En Égypte, la pandémie a renforcé la politique répressive du régime

Dans le pays du général Abdelfattah al Sissi, le nombre de contaminés et de morts de la Covid-19 reste incertain. Censure, arrestations et tortures sont le lot quotidien des citoyens et surtout des militants anti-régime. En effet, les autorités égyptiennes ont arrêté au début de cette année l'artiste caricaturiste et réalisateur de films d'animation Ashraf Hamdi, après que celui-ci a publié une vidéo marquant le dixième anniversaire de la révolution du 25 janvier, qui a renversé l'autocrate de longue date Hosni Moubarak. « Je me fais arrêter », a posté Hamdi sur son compte Facebook, auquel des milliers de personnes ont exprimé leur inquiétude et ont demandé où il était emmené et ce qui lui arriverait. Hamdi, qui travaillait auparavant comme dessinateur pour le magazine gouvernemental *Sabah al Khair* et le site Web Masrawy, a été reconnu pour ses vidéos d'animation, qui commentent les problèmes sociaux à travers des personnages de dessins animés.

Depuis le coup d'État en 2013, des milliers de personnes continuent d'être détenues arbitrairement, uniquement pour avoir exercé des droits garantis par le droit international, y compris les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, ou sur la base de procès manifestement inéquitables, y compris des procès de masse et militaires. Selon Human Rights Watch (HRW), les forces de sécurité égyptiennes procèdent à des disparitions forcées, des arrestations arbitraires et la torture de dissidents, y compris d'enfants. Dans sa lettre ouverte à l'Union européenne sur l'Égypte, envoyée le 21 janvier 2021, HRW a observé qu'au cours de l'année dernière, « les autorités égyptiennes se sont servies de la Covid-19 comme d'un prétexte pour conférer de nouveaux pouvoirs abusifs au président et intensifier les restrictions aux droits et aux libertés ».

Faisant face à la pandémie, les artistes du monde arabe continuent surtout à subir les conséquences de la mauvaise gouvernance de leurs États. Le virus n'a fait donc qu'exacerber une situation déjà déplorable, à différents niveaux selon son passé et son histoire. L'Égypte, le Yémen ou le Liban, pour ne citer que ces trois pays, restent sans conteste les zones où le coronavirus a trouvé un terrain de profonde précarité pour sévir. Aujourd'hui, la course vers les vaccins s'accélère pour calmer la grogne des peuples démunis. Seuls les pays arabes riches comme les EAU ou le Qatar font figure d'exception et recourent à l'aide de leurs voisins en donation de vaccins. ■